



Entre crash de l'État magique et boom de l'État bandit: le Venezuela dans le labyrinthe autoritaire

Fabrice Andréani

► To cite this version:

Fabrice Andréani. Entre crash de l'État magique et boom de l'État bandit: le Venezuela dans le labyrinthe autoritaire. Problèmes d'Amérique Latine, 2018. halshs-02023005

HAL Id: halshs-02023005

<https://shs.hal.science/halshs-02023005>

Submitted on 26 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ENTRE *CRASH* DE L'ÉTAT MAGIQUE ET *BOOM* DE L'ÉTAT BANDIT : LE VENEZUELA DANS LE LABYRINTHE AUTORITAIRE

Fabrice Andréani

ESKA | « Problèmes d'Amérique latine »

2018/2 N° 109 | pages 119 à 134

ISSN 0765-1333

ISBN 9782747227902

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-problemes-d-amerique-latine-2018-2-page-119.htm>

Pour citer cet article :

Fabrice Andréani, « Entre *crash* de l'État magique et *boom* de l'État bandit : le Venezuela dans le labyrinthe autoritaire », *Problèmes d'Amérique latine* 2018/2 (N° 109), p. 119-134.

Distribution électronique Cairn.info pour ESKA.

© ESKA. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

ENTRE CRASH DE L'ÉTAT MAGIQUE ET BOOM DE L'ÉTAT BANDIT : LE VENEZUELA DANS LE LABYRINTHE AUTORITAIRE

Fabrice ANDREANI¹

À l'heure d'une (ré)élection présidentielle ultra-anticipée et manifestement conçue de bout en bout par Nicolás Maduro et les gouvernants bolivariens pour empêcher toute alternance au sommet de l'État², le Venezuela entre dans la cinquième année de ce que économistes et historiens de tous bords s'accordent à caractériser comme la crise économique la plus virulente qu'on y ait connue en près d'un siècle et demi. Et ce alors même qu'à la faveur du dernier boom de l'or noir (2003-2008, 2009-2013), les gouvernements successifs du *Comandante* et prophète de la Révolution devant l'Éternel – Hugo Chávez – étaient parvenus à capter une quantité tout à fait record de pétrodollars. Tandis que la dette publique par habitant a triplé en vingt ans, depuis la dernière élection et le décès consécutif de Chávez, l'inflation est la plus haute du monde ; la chute cumulée du PIB est d'environ 30 % ; la production de pétrole a été quasiment divisée par deux ; et les importations étatiques d'aliments, de médicaments et autres produits élémentaires ont été réduites de près de 75 %. Sur fond de délitement généralisé des services et infrastructures publics (eau, électricité, hôpitaux, transports, banques, établissements scolaires, etc.), la situation alimentaire et sanitaire est devenue résolument critique, à l'instar de la résurgence de niveaux élevés de dénutrition et de mortalité infantiles, de la disparition de traitement vitaux (insuffisance rénale, diabète, VIH...) et de la réapparition d'épidémies oubliées (diphtérie, malaria, rougeole...). Si bien que si l'on y

1. Doctorant en Science politique à l'Université Lumière Lyon 2 (Triangle).

2. Ce texte est une version amendée de « Las vías enmarañadas del autoritarismo bolivariano », *Nueva Sociedad* [en ligne], 274, mars-avril 2018, p. 54-68. Je remercie son directeur Pablo Stefanoni pour son autorisation. Maduro a été réélu le 20 mai.

ajoute l'incurie plus ordinaire de la police et de la justice sur ce territoire où le taux d'homicides a franchi la barre des 80 / 100.000 et celui d'impunité trône à plus de 90 % – deux autres records mondiaux –, ce n'est pas tant du « gouvernement dans la violence »³ caractéristique de la Colombie voisine que relève de nos jours le Venezuela, que d'un gouvernement *dans et par* le chaos.

À cet égard, nonobstant la reprise à Noël 2017 d'« émeutes de la faim » en différents points du pays devant la précarité des « solutions » officielles à cette situation – sacs alimentaires intermittents, « soldes » militarisées qui achèvent de vider les stocks des commerces, augmentations de salaires (ou pensions) et bons d'achats quasi-instantanément dévorés par l'hyperinflation –, il n'est pas tout à fait certain que Maduro n'ait remporté dernièrement que des « victoires à la Pyrrhus »⁴. Car quoiqu'on ne puisse présager de la viabilité de l'opération terminale de neutralisation de l'opposition partisane jusqu'à peu coalisée dans la Table de l'Unité Démocratique (MUD) – et de toute organisation non inféodée au bloc présidentiel –, ce qui est ici en jeu et en dispute consiste en un régime néo-autoritaire qui repose sur un ensemble de dispositifs plus enraciné – mais aussi plus singulier – qu'il n'y paraît. Sur le plan économique, il est de plus en plus en clair qu'on a affaire à une dynamique consolidée de patrimonialisation de l'État par une coalition de clans politico-militaires forts de prises d'intérêts plus ou moins directs et transnationalisés dans l'exploitation de ressources naturelles et l'importation de produits finis, ainsi que toute une série de trafics illicites. Ce mode d'accumulation de capital via la rente et la rapine, diffus sous des formes moins « scandaleuses » à travers une société distinctement (pétro-) mercantiliste où dominant les emplois de service et souvent informels, va de pair du côté des gouvernants avec la distribution clientélaire de prébendes à des fins de cooptation de notables locaux et de concurrents potentiels, de même que le transfert de biens et services de (toute) première nécessité aux franges les plus précaires – et si possibles dociles – de la population.

Or, d'un point de vue plus politique *stricto sensu*, et de manière autrement spécifique, ce régime combine des mécanismes communs à la plupart des autoritarismes de par le monde – mise sous tutelle de la justice, manipulation des normes qui encadrent le pluralisme, répression tant officielle que clandestine de la protestation – avec deux autres registres *a priori* antinomiques : d'un côté, diverses formes de coercition proto-totalitaires, entre harcèlement public – et télévisuel – systématique des figures oppositionnelles et des « traîtres » (dissidents) du moment, et velléités assumées de fichage (numérisé) des préférences partisans – jusqu'au sein des bureaux de vote – des récipiendaires d'aides socio-humanitaires, fussent-elles réduites à peau de chagrin ; de l'autre, la prédominance du « laissez-faire » en matière de régulation des illégalismes économiques ordinaires (ou « apolitiques ») et

3. Jacobo Grajales, *Gouverner dans la violence : le paramilitarisme en Colombie*, Paris, Karthala, 2016.

4. Alejandro Velasco, "The Pyrrhic Victories of Venezuela's President", *Current History*, 117/796, 2018, p. 73-76.

des violences multiples et variées qui les sous-tendent – dont la « cogestion » du système pénitentiaire entre fonctionnariat et grand banditisme constitue sans doute l'exemple le plus paradigmatique.

Certes, dans le double contexte de la faille des finances publiques et de la déroute électorale du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV) au dernier scrutin national digne de ce nom (2015), l'ensemble de ces pratiques se sont données à voir à des degrés quantitatifs et qualitatifs spectaculaires – et sans doute inimaginables pour bon nombre d'opposants dans un passé pas si lointain. Mais pour espérer en saisir les conditions de possibilité, la critique de « la dérive autoritaire » post-Chávez par les uns n'est guère plus heuristique que l'autosatisfaction des autres devant la « validation » *a posteriori* des prophéties qui auguraient, dès l'émergence du *caudillo* comme la figure charismatique (ou le point focal) de la campagne présidentielle de 1998, d'une énième « révolution foirée », qui finirait « elle aussi » par « tirer sur les étudiants »⁵. D'abord parce que l'anti-pluralisme ici à l'œuvre participe de la confluence globalisée de régimes plus ou moins démocratiques et autoritaires vers des modes de gouvernement en clair-obscur faits de multiples « régimes partiels de régulation », qui « juxtaposent la compétition et le droit de suffrage à la clôture élitiste des lieux de décision »⁶, ainsi que d'expression publique. Ensuite parce que comprendre les « arrangements localisés » actuels entre les emprunts à cette globalisation coercitive et les émanations *sui generis* de l'autoritarisme bolivarien – ou les logiques d'un (des)ordre « *thanatopolitique* »⁷ conjuguant hyper-présidentialisme, hyper-bureaucratisme et hyper-libéralisme – implique d'en décrire à la fois les matérialisations sensibles au gré des différentes conjonctures post-1998 (et l'on partira ici de la plus récente), et les hybridations qui s'y sont nouées entre les pratiques des représentants de la Révolution bolivarienne et celles des élites déchues.

LE PUTSCH FANTÔME POST-CHÁVEZ, LE 18 BRUMAIRE DES HÉRITIERS ET L'ANNÉE 2017

Il est vrai qu'en matière de chasse aux étudiants, la Révolution ne s'est vraiment illustrée qu'à partir des protestations relativement massives de février à avril 2014, d'emblée étiquetées de « coup d'État silencieux téléguidé par Washington », et soldées par une quarantaine de morts⁸. Initié par des étudiants à l'Ouest du pays contre l'insécurité et les pénuries de produits subventionnés ou régulés, le mouvement a été rapidement conquis par la

5. *L'Abécédaire de Gilles Deleuze*, film-entretien de P.-A. Boutang et C. Parnet, chapitre « G comme gauche », Arte, 1996.

6. Michel Camau, Gilles Massardier (dir.), *Démocraties et autoritarismes : fragmentation et hybridation des régimes*, Paris, Karthala, 2009, p. 9-39.

7. Jeudiel Martínez, « Chavista (I): la biopolítica de la deuda y el consumo », *Uninômado Brasil* [en ligne], oct. 2017.

8. Lire en ligne (l'ONG) PROVEA, « Venezuela: protestas y derechos humanos. Informe febrero-mayo », 24/06/2014.

consigne de « sortir » Maduro, promue par un secteur dit « radical » de la MUD – une inclinaison déjà préfigurée par la violente contestation de son élection hyper-serrée en avril 2013, dont l’audit alors accordé est resté lettre morte. Suite à l’assassinat de deux étudiants dès la première manifestation organisée à Caracas, c’est au prétexte des agressions – parfois létales – souffertes par des militants et des symboles de la Révolution (des *missions* sociales amaigries aux jardins potagers), mais aussi – et surtout – face à la confluence dans la rue d’étudiants et militants MUD et d’éléments « ni-ni » (ni PSUV ni MUD) d’extraction souvent plus populaire – en particulier en province⁹ –, que les corps répressifs officiels et les « collectifs » paramilitaires chavistes ont fait état d’une brutalité en général inconnue des uns et des autres sous Chávez. Et ce, tandis qu’étaient neutralisés des leaders et élus MUD préalablement estampillés d’ « extrême-droite », pour « trahison à la patrie » ou « obstruction à la libre-circulation » : entre autres, le chef du parti Voluntad Popular (VP) Leopoldo López (arrêté), le maire de San Cristóbal Daniel Ceballos (VP, arrêté), et la députée Maria Corina Machado (destituée). Au passage, divers périodiques ont alors été rachetés par des patrons pro-Maduro, tels *Últimas Noticias* (pourtant philo-chaviste), et *El Universal*¹⁰.

Mais le mouvement dit « La Salida » a également préparé le terrain à une série de règlements de comptes internes au chavisme : l’exclusion du PSUV de l’ex-planificateur et économiste en chef de Chávez, Jorge Giordani – rétif à réciter la thèse d’une « guerre économique » anti-chaviste –, puis de figures solidaires telles l’ex-ministre de l’Éducation et de l’Énergie Hector Navarro, ainsi que du courant « critique » (et plus ou moins trotskyste) Marea Socialista – auteur dans la foulée d’un premier rapport sur « le pillage de la Nation »¹¹ (ie., par l’entrepreneuriat et le haut-fonctionariat) ; et le limogeage du ministre de l’Intérieur Miguel Rodríguez Torres – et ex-chef du Service bolivarien de renseignements (SEBIN) –, exigé publiquement par des membres de « collectifs » qu’il avait tenté de désarmer¹². Début 2015, tandis qu’à Caracas on continuait à attribuer à l’ « ultra-droite » l’assassinat à l’automne du jeune député PSUV Robert Serra – sans qu’aucune enquête ne s’ensuive –, et que l’anti-chaviste et maire principal Antonio Ledezma se faisait arrêter pour « conspiration », l’État de Mérida était le théâtre du premier cas de « disparition forcée » sous la Révolution, celui de Alcedo

9. Sur cette dimension trans-classes, et la situation en province et à la frontière voir « Los 10 posts sobre Venezuela más visitados en 2014 », *El Libertario* [en ligne], 01/2015 ; dont l’enquête de Laura Weffer Cifuentes à Caracas, « Lo que hay detrás de las guarimbas » censurée par *Últimas Noticias* le 16/03.

10. Voir « Inside the Hegemony: Huge but Hollow », *Caracas Chronicles* [en ligne], 7/05/2015.

11. « Sinfonía de un desfalco a la Nación: tocata y fuga... de capitales », *Aporrea* [en ligne], 8/09/2014.

12. Sur la genèse de groupes d’ « autodéfense » de *barrios* contre la police avant 1998 et leurs mutations postérieures, cf. « Colectivos (...): ¿Criminales o revolucionarios? », *InSight Crime* [en ligne], 24/11/2014 ; « Quiénes son y cómo operan los colectivos (...) », *Infobae* [en ligne], 23/04/2017 ; A. Velasco « Venezuela: ¿por qué no ‘bajan’... », art. cité.

Mora, militant et fonctionnaire local... chaviste, qui enquêtait sur les liens de corruption tissés entre ses supérieurs hiérarchiques et l'entreprise pétrolière nationale PDVSA.

C'est néanmoins sans doute à l'été suivant, au début de la campagne législative, tandis que des procureurs et des juges forgeaient sous la menace – comme ils l'ont expliqué depuis l'exil – les « preuves » permettant de condamner Leopoldo López à 13 ans de prison en tant que « responsable » des morts de 2014, que le « fils de Chávez » a tué le père pour de bon. Ce, en inaugurant un nouveau genre de populisme pénal qui n'a rien à envier à la « tolérance zéro » cultivée au crépuscule de l'Ancien régime (entre autres par un Ledezma), et à son cri légendaire « Tirez d'abord, vérifiez après ! » : les Opération de Libération et Protection du Peuple (OLP), censées lutter contre le banditisme et la contrebande de produits de première nécessité – mais sans gêner outre mesure l'armée, notoirement impliquée¹³; et consistant en général en des razzias militaro-policières dans les *barrios* populaires et les complexes de logements publics de la Misión Vivienda – dernier « legs » social de Chávez –, où certains agents ont pris coutume de substituer des masques de tête de mort aux passe-montagnes ordinaires. Aussi les exécutions extra-judiciaires estampillées OLP, plus d'un millier sur 2015-2017, s'ajoutent-elles à quelque 8.000 décès analogues dans le cadre d'opérations plus « ordinaires » depuis 2013¹⁴.

Fin 2015, en conquérant les deux-tiers de l'Assemblée nationale – sa seconde victoire nationale en une vingtaine de scrutins –, la MUD gagnait entre autres des droits de veto sur l'endettement public et les désignations ministérielles, ainsi que celui d'amender la Constitution. Or les députés sortants ont aussitôt renouvelé avant son terme légal le Tribunal Suprême de Justice (TSJ), qui a invalidé l'élection de trois députés indigènes MUD (et un PSUV pour la forme), pour des « fraudes » à ce jour non démontrées. Le TSJ a ensuite cassé la totalité des lois votées par la majorité investie début 2016, dont celles relatives à la réception d'une aide humanitaire – « impérialiste » – extérieure, et à la livraison de titres de propriété – « capitaliste » – aux familles logées via la Misión Vivienda, laissées à la merci d'apparatchiks chavistes locaux. Pour sa part, Maduro a été autorisé à promulguer un « Décret d'État d'exception et d'urgence économique » – renouvelable et renouvelé *ad infinitum* –, et à instituer deux plans vitaux à son cartel. D'un côté, face à la banalisation des queues kilométriques et des vexations en tous genres devant les magasins surveillés – et des pillages des autres – des groupes de militants PSUV, les Comités locaux d'approvisionnement et de production (CLAP), ont été chargés de la vente d'aliments importés, dont

13. Voir cette enquête exhaustive menée en 2017 : <http://www.elpais.com.co/especiales/venezuela-crimen-sin-frontera/>.

14. En croisant les chiffres du Ministère public et de diverses ONG. Voir cette enquête menée en 2017 « OLP, la máscara del terror oficial en Venezuela » : <http://runrun.es/especiales/olp/>. Et cet article (en ligne) du Observatorio Venezolano de Violencia : « Crímenes brutales en Venezuela: ejecuciones extrajudiciales dejan más de 8000 muertos », 15/03/2018.

une bonne part via des entreprises liées au clan présidentiel¹⁵. De l'autre, devant la persistance de faibles prix du brut et la diminution croissante de la production de PDVSA, a été officialisé le méga-projet de l'Arc Minier de l'Orénoque, à savoir l'exploitation « écosocialiste » des sous-sols du Sud forestier du pays (or, diamant, bauxite, coltan, cobalt...) par des « entreprises mixtes » : entre transnationales chinoises, russes et nord-américaines, et firmes militaires locales liées au PSUV. Soit un projet exposant à un écocide intégral quelque 13 % du territoire national, qui représentent l'une des principales réserves d'eau du pays et de biodiversité au monde ; mais ratifié par Chávez avant sa mort, et censé mettre hors-jeu les mafias qui chapeautent d'ordinaire les coopératives de mineurs artisanaux – sous les yeux des nombreux militaires présents sur place –, ainsi que les résidus de groupes armés colombiens (de tous signes idéologiques) friands de main d'œuvre indigène semi-esclave¹⁶.

La MUD ayant initié au printemps 2016 les procédures légales en vue de la tenue d'un référendum révocatoire contre Maduro – également souhaité par les figures civiles et militaires chavistes qui se sont réunies dans la Plateforme pour la Défense de la Constitution –, le Conseil National Électoral (CNE), lui aussi aux mains du PSUV, en a modifié sans cesse les règles, avant d'annuler *in extremis* la collecte de signatures requises (20 % du corps électoral) au prétexte d'irrégularités en amont – à ce jour non avérées. Tandis qu'au milieu de vastes manifestations pro-référendum et de protestations de tous crus, la MUD était frappée d'une nouvelle vague d'arrestations arbitraires – comme celle de Yon Goicoechea (VP), « découvert » avec des armes de guerre dans sa voiture quand il transportait du matériel pour ladite collecte –, le CNE suspendait également les élections syndicales, et régionales. Alors, lorsque fin mars 2017, le TSJ a annoncé se « substituer » à l'Assemblée nationale, et aussitôt rétropédalé sur demande publique de Maduro suite à la dénonciation par « sa » Procureure générale (chaviste) Luisa Ortega d'une « rupture de l'ordre constitutionnel », le gouvernement a dû faire face aux mobilisations à la fois les plus massives, diffuses, trans-classes et continues depuis (au moins) la chute du régime militaire de Marcos Pérez Jiménez et la « transition démocratique » de 1958.

En l'espèce, et nonobstant ce qu'ont pu suggérer des analyses par trop focalisées sur les « bastions historiques » de « la gauche » à Caracas (perdus par le PSUV aux législatives), le fait n'est pas tant que les habitants des *barrios* populaires ne sont « pas descendus » se mêler à la fête¹⁷. Car il n'est jusqu'aux « communicateurs populaires » de la capitale qui n'aient pas averti le gouvernement du contraire. Fusse pour louer le « civisme » des « leurs », qui épargnaient à leurs voisins le « chaos bourgeois » des

15. Voir les enquêtes du dossier « Detrás de los clap » mises en ligne en 2017 par le périodique *Armando.info*.

16. Voir cette enquête exhaustive menée en 2017 : www.arcominerodelorinoco.com.

17. Alejandro Velasco : « Venezuela: ¿por qué no “bajan” de los cerros? », *Nueva Sociedad* [en ligne], juin 2017.

centres-villes, ou assurer de l'absence totale de représailles de la part des CLAP¹⁸; et sans parler bien entendu des paramilitaires pro-Maduro, alors (enfin) dénoncés ouvertement par des néo-dissidents comme la Procureure Ortega ou Marea Socialista. La réalité était plutôt celle d'une sous-représentation *relative* du (sous-)prolétariat informel – qui représente (à nouveau) plus de la moitié de la population active –, et d'une absence d'expression collective « barriale » au sein des cortèges. Or, il est tout aussi erroné – et condescendant – d'invoquer ici la seule « terreur » chaviste, que de s'évertuer à distinguer les revendications « matérielles » et « civiques » – c'est là l'une des tâches desdits « collectifs », mais les élites de la MUD y tendent aussi. Cet état de fait renvoie tout à la fois à des formes – bien réelles – de surveillance; à la méfiance populaire vis-à-vis des tenants présumés de l'Ancien régime; au refus proclamé du « chavisme critique » de « faire le jeu de la droite » – à l'inverse des libertaires ou des trotskystes du petit Parti Socialisme et Liberté (PSL) bien ancré dans les usines et déclarés « ni-ni » depuis plus de dix ans; et à l'inexpérience protestataire des jeunes chavistes de secteurs médians (professionnels et travailleurs intellectuels et culturels...), qui pour peu qu'ils soient hostiles à Maduro et n'aient pas déjà émigré, ont été politisés sous « leur » Révolution – et n'ont jamais eu à lui réclamer leurs droits depuis un *barrio*.

En tout état de cause, c'est bien la fluidité et la versatilité relativement aiguës des mobilisations en question qui ont acculé Maduro à « convoquer », depuis son « rassemblement » Potemkine du 1^{er} mai, une Assemblée constituante d'un genre nouveau. Contrairement à celle « de Chávez » en 1999, l'initiative n'a pas été soumise à référendum, et le mode de scrutin retenu assurait une majorité à peu près certaine au PSUV: il combinait un volet territorial où les communes rurales pesaient autant que des agglomérations dix fois plus peuplées, et un volet « sectoriel » (ou corporatif) duquel étaient exclus quelque 5 millions d'électeurs. Devant « l'escalade » (à armes inégales) du conflit et l'irrévérence de la Procureure Ortega qui en renvoyait la responsabilité aux gouvernants, le général Vladimir Padrino López – l'un des plus illustres *alumni* chavistes de la contre-insurrectionnelle École des Amériques basée aux USA – s'est mis à déférer des centaines de civils devant les tribunaux militaires. Et Maduro de plagier dans ses discours Georges W. Bush: « qui n'est pas avec nous est terroriste ». Mais c'est là une doctrine que le capitaine et n° 2 du PSUV Diosdado Cabello s'était employé à normaliser depuis un bon moment dans son émission télévisée « Con el mazo dando » – « [en frappant] à coups de massue » –, où il a coutume d'anticiper les « investigations » judiciaires à venir (et leurs résultats), et les vagues de perquisitions nocturnes (« opérations toc-toc ») contre les opposants, tant illustres que *lambda* (et avérés ou non). Outre les coups de feu létaux – sans sommation – lors d'émeutes et de pillages adjacents, 2017 a été l'année de la banalisation des tirs tendus et à bout portant de bombes lacrymogènes et autres « armes non létales » contre les manifestants par les gardes nationaux et les policiers, des tirs à balles réelles – tantôt à vue,

18. Voir notamment Gustavo Borges, « En mi barrio cacerolean », *Misión Verdad* [en ligne], 16/05/2017.

tantôt à l'aveugle – par des « civils » à moto à leurs côtés, de la torture de jeunes parmi les centaines de détenus et de l'intimidation des familles¹⁹.

En somme, l'heure était à « la lutte contre le fascisme », censément démontré par l'usage d'armes à feu artisanales par certains jeunes « bloqueurs-casseurs » (*guarimberos*), et par quelques cas avérés d'assassinats de fonctionnaires et militants PSUV, ainsi que de lynchages de supposés « infiltrés » aux abords des cortèges – où la présence notoire d'agents du SEBIN alimente la paranoïa et incite à des formes de « justice » spontanée qui sont déjà devenues une réponse plus que courante à la petite délinquance ces dernières années. À cet égard, depuis fin 2017, au nom des près de 150 morts survenus entre avril et août – dont environ les deux-tiers du fait de la répression (para-)étatique –, la « Loi contre la haine, pour la coexistence pacifique et la tolérance » approuvée (à l'unanimité) par l'Assemblée constituante boycottée par la MUD a permis au SEBIN de démultiplier les arrestations de « lanceurs d'alerte » sur les réseaux sociaux, de leaders communautaires et meneurs allégués de protestations locales, ou encore de syndicalistes du secteur public dénonçant la corruption en lieu et place du « sabotage contre-révolutionnaire ». Au premier trimestre 2018, sur les militants de base, élus et protestataires *lambda* arrêtés depuis 2014, près de 300 étaient encore derrière les verrous, dont une bonne partie sans avoir été jugés, et une autre en dépit d'ordres de libération émis par le Ministère public courant 2017. Récemment, certains ont même été pris en otage par des bandes criminelles (pour faire pression sur les autorités), celles-ci dominant souvent des prisons plus que surpeuplées où circulent – et s'emploient – une quantité indigeste d'armes à feux de tous calibres²⁰.

Après le succès d'un « plébiscite » informel appelant l'Armée à faire respecter la Constitution – au vu d'une vague d'insubordination militaire soldée par des centaines de détentions –, l'installation en août de ladite Constituante – monocolore – sur un tas de cadavres a achevé de miner la confiance de bien des opposants vis-à-vis du CNE, mais également de la MUD. Ce en dépit des énièmes arrestations en son sein et autres peines d'inéligibilité contre ses élus – tels l'ex-concurrent présidentiel de Maduro et Chávez, Henrique Capriles (du parti Primero Justicia, PJ), et le gouverneur indigène de l'État du Amazonas, Liborio Guarulla. Et nonobstant l'agression sanglante de ses députés par des « collectifs » dans l'enceinte de l'Assemblée nationale cet été – sans que les militaires assignés *in situ* ne bronchent. Aussi l'« échec » du mouvement a-t-il gonflé les rangs de la « diaspora », estimée sous Maduro à plus d'un million de citoyens – de tous milieux et tendances politiques –, et à plus de 3 millions sous la Révolution²¹.

19. Voir en ligne Amnesty International, « Venezuela 2017-2018 », janvier 2018 ; et PROVEA, « 139 personas fallecidas en contexto de manifestaciones hasta el 14 de agosto », août 2017.

20. Lire en ligne le Observatorio Venezolano de Prisiones : « Así es como tienen secuestrado a A. Tirado y otros presos políticos (...) », 22/02/2018 ; et « 70 % de las cárceles venezolanas están bajo el dominio de los pranes », 27/03/2016.

21. Voir « Calculating Our Diaspora », *Caracas Chronicles*, 6/10/2017.

Tandis qu'on attend toujours les résultats détaillés du scrutin « constituant » – gonflé d'au moins un million de voix selon la firme de vote électronique Smartmatic –, le PSUV a « gagné » les élections régionales (enfin) tenues en octobre (18 États sur 23) tant de par l'abstention que via des irrégularités d'ampleur inédite. Dont notamment : le maintien des bulletins des candidats qui s'étaient désistés au profits d'autres ; le déplacement massif de bureaux de vote tendanciellement MUD à la toute dernière minute – vers d'autres souvent rodés par des « collectifs » ; la numérisation du traditionnel chantage à l'emploi et à l'aide publics grâce aux millions de « carnets de la patrie » qui les recensent, et usés pour pointer les votants à l'entrée ; l'achat multiple de « votes assistés » (réservés aux handicapés) ; et, tout du moins dans l'État du Bolívar – qui abrite le gros de l'Arc Minier –, l'inversion pure et simple de la distribution officielle de quelques dizaines de voix manquantes au PSUV par rapport à celle qui était enregistrée par les machines de vote au niveau local²². Autant de mécanismes qui ont frappé les « maduristes critiques » – des communistes aux « communards » – qui pensaient pouvoir se mesurer au PSUV lors des municipales tenues en décembre, boycottées par la direction de la MUD²³.

Après que ses nouveaux gouverneurs aient dû prêter sermon devant la Constituante sous peine d'être destitués – comme l'a été celui du Zulia, Juan Pablo Guanipa (PJ) –, le CNE a carrément illégalisé l'étiquette MUD, de même que celles de ses partis les moins soupçonnés d'acointances politico-financières avec le PSUV (VP et PJ), sur la base d'arguties juridiques plus que jamais rocambolesques. Et Maduro d'inviter – entre deux salves d'insultes – ses deux « candidats favoris » à le défier dans les urnes : Henry Ramos Allup, cacique indéboulonnable du parti social-démocrate historique Action Démocratique, qui a décliné ; et Henri Falcón (de Avanzada Progresista), ex-gouverneur chaviste du Lara sorti du PSUV en 2010, qui s'est présenté en promouvant une dollarisation de l'économie couplée à une rationalisation sur critères sociaux des aides et subventions – celles-ci étant généralisées aux particuliers et entreprises sur des services aussi usités que l'essence (vendue plus qu'à perte), l'électricité ou l'eau courante.

Sur fond de nouveaux regroupements « contre la dictature » émergeant de l'ex-MUD – aujourd'hui Frente Amplio (Front large) –, du chavisme anti-Maduro, ou entre les deux, Henri « Falcón » (« faux-jeton »), comme le surnomment ceux qui ont dénoncé une « farce électorale », a obtenu que l'élection, couplée à celle des conseils régionaux et municipaux (retardées), soit décalée d'avril à mai. Et le CNE d'assurer qu'il n'était pas raisonnable de tripler la mise avec celle d'une nouvelle Assemblée nationale, comme

22. Cf. Michael Penfold, « El nuevo Leviatán venezolano: entendiendo el #15 oct », *Prodavinci* [en ligne], 22/10/2017.

23. Le nom de Eduardo Samán, ex-ministre de la Santé de Chávez était absent des bulletins des partis le postulant (PCV et PPT) à Caracas ; et la commune rurale de Simón Planas (État du Lara), les quelque 60 % de voix du constituant *comunero* Ángel Prado ont été « attribuées » au « gagnant » PSUV (à 90 % !!!), la Constituante ayant invalidé sa candidature la veille du scrutin.

l'ont exigé Diosdado Cabello et d'autres députés « constituants », désireux d'écourter de moitié le mandat de l'actuelle²⁴. S'il était possible de contenir les fraudes pro-Maduro en cas de participation massive de votants et de témoins (comme aux législatives de 2015), restaient l'absence d'observateurs internationaux concertés, l'exclusion de bonne part des électeurs expatriés après 2016, et l'indétermination totale des prérogatives respectives d'un éventuel président d'opposition et de la Constituante « supra-juridique ». Au final, Falcón a officiellement recueilli trois fois moins de voix que Maduro (20%), sur fond d'abstention record (plus de 50 %). Ce qui renforce les désirs d'« intervention humanitaire internationale », une idée dont la « légitimité »²⁵ a été théorisée depuis l'intelligentsia expatriée au « Nord » et que Ledezma a reprise depuis Madrid – vers où il s'est « échappé » de prison (*dixit* Maduro). Ce tandis que l'extrême-gauche mise sur une insurrection populaire généralisée, et le rapatriement des centaines de milliards de dollars détournés vers les États-Unis, l'Europe et plusieurs paradis fiscaux.

LE LONG THERMIDOR BOLIVARIEN, À L'OMBRE DES COUPS ANTI-CHAVISTES DE 2002-2003

De façon *a priori* paradoxale, hormis la chasse généralisée aux protestataires et le vol pur et simple d'élections, l'institutionnalisation d'une partie substantielle des pratiques à l'œuvre dans la fuite en avant maduriste remonte à ce qui peut être défini comme l'âge d'or de la légitimation démocratique-populaire *globale* de la Révolution bolivarienne. Entre 2002 et 2004, le chavisme avait triomphé d'un coup d'État militaire-patronal-médiatique-syndical avalisé par les USA (de Georges W. Bush), d'un *lockout* pétrolier et commercial, et d'un référendum révocatoire contre Chávez. Autant d'événements portés par des (contre-)mobilisations massives et relativement clivées socialement, dessinant par là une sorte de situation révolutionnaire à front renversé. Si bien qu'après 2004, le Venezuela était érigé en épice du « virage à gauche » latino-américain, sur fond de *boom* inédit des cours des matières premières. En dépit des zones d'ombre (ou grises) entourant le coup d'État en question, que Chávez s'est ensuite vanté d'avoir délibérément « provoqué »²⁶, ou du chantage à l'aide et à l'emploi publics (déjà) ouvertement pratiqué contre les signataires de pétitions dans

24. Et alors que Maduro lançait le « parti-mouvement » *Somos Venezuela*, parallèle au PSUV.

25. Voir « [Ricardo] Hausmann Joins Team Marines », *Caracas Chronicles*, 3/01/2018.

26. Au sujet des tensions avec PDVSA, mais c'est tout aussi vrai des heurts sanglants entre militants chavistes et anti-chavistes qui ont « justifié » son arrestation. Et outre le fait qu'il s'est agi d'un coup oligarchique – dissolvant l'Assemblée nationale – dans une tentative de coup « constitutionnel ». Voir ici Luis Carlos Díaz, Margarita López-Maya (dir.), *Golpe al vacío. Reflexiones sobre los sucesos de abril del 2002*, Caracas, Lugar Común, 2012 ; Brian A. Nelson, *The Silence and the Scorpion. The Coup Against Chavez and the Making of Modern Venezuela*, New York, Nation Books, 2009.

la campagne (anti-)référendaire – parmi d'autres angles morts relatifs à cette crise politique²⁷ –, peu de « progressistes » reconnus de par le monde questionnaient alors le respect des règles du jeu par le gouvernement. Ni ne louaient l'ampleur de la redistribution sociale mise en œuvre, symbolisée par les *missions* dans la santé et l'éducation créées avec Cuba en vue dudit référendum – *missions* dont l'effectivité se révélerait aussi éphémère que spectaculaire.

Vu de loin, ou depuis une certaine intellectualité appelée à raconter une « révolution en train de se faire » – nonobstant la démobilisation relative du « peuple » passé 2004 –, ce que Chávez baptisa « socialisme du XXI^e siècle » s'apparentait à une renaissance du pétro-État « magique » des années 1970 – où chaque citoyen avait « droit » à sa part de rente pétrolière²⁸. Et ce, quoique cette magie fût projetée dans le cadre quelque peu extravagant de l'Alliance bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA), créée avec Fidel Castro comme une « alternative » continentale au capitalisme (pro-)étasunien – et consistant surtout à faire circuler de la rente et du pétrole vénézuéliens dans les Caraïbes en échange de services coûteux et de loyautés géopolitiques²⁹. Mais les liturgies (à l'époque diverses et variées) mêlant les fétiches de la « révolution sœur » (*Patria o Muerte*) et de la Gauche globale (*Poder popular*) ont essentiellement rythmé un double processus de disciplinarisation des classes populaires et de neutralisation des effets indésirables du pluralisme électoral. Dans une certaine mesure, le point d'inflexion en la matière correspond à la victoire du « non » au référendum de 2007 sur la réforme constitutionnelle promue à tambour battant par Chávez. Une victoire qui devait aussi bien à des dissensions au sein du chavisme, qu'à la remobilisation de l'anti-chavisme – et en particulier estudiantin, suite aux protestations contre le non renouvellement de la licence de la chaîne de télévision privée RCTV, philo-putschiste (parmi d'autres) en 2002-2003³⁰. Si la reconnaissance de cette « victoire de merde » – ainsi que Chávez l'a annoncée au pays – a été brandie en preuve d'une relative séparation des pouvoirs, le gouvernement pouvait déjà conter sur un TSJ amplifié et ainsi « blindé » fin 2004 par sa majorité parlementaire, en sus de quantité de juges amovibles à loisir. Car de par l'engourdissement (opportun) de la réforme de l'ancienne justice bipartite – et ultra-corrompue – esquissée par la Constituante de 1999, plus de la

27. Dont en 2004 : l'arrestation de dizaines de paramilitaires colombiens allégués près de Caracas, relâchés dès 2007 ; et l'assassinat jamais élucidé du procureur Danilo Anderson qui enquêtait sur le coup d'État d'avril 2002.

28. Fernando Coronil, *The Magical State. Nature, Money and Modernity in Venezuela*, University of Chicago Press, 1997.

29. Daniele Benzi, *ALBA-TCP. Anatomía de la integración que no fue*, Quito, Universidad Simón Bolívar, 2017.

30. Les autres chaînes philo-putschistes de l'époque (Venevisión, Televen, Globovisión) ont arrondi leur « ligne », tandis que se démultipliaient les chaînes publiques 100 % chavistes, et les radios et télécommunications subventionnées.

moitié des magistrats n'étaient pas titulaires de leur poste, pas plus qu'ils ne sont aujourd'hui³¹.

De fait, mise à part la réélection illimitée – avalisée *in fine* par référendum en 2009 après avoir été élargie à tous les mandats électifs –, les dispositions clé du nouvel « État communal » rejeté lors du référendum, qui privilégient les canaux directs entre le Palais de Miraflores et « le peuple » sur les organes représentatifs locaux et sectoriels, ont pu être instituées après 2007 grâce à une Assemblée nationale quasi entièrement chaviste, l'opposition ayant boycotté son élection en 2005 (notamment au vu dudit « blindage » du TSJ). On autorisa le président à transformer le texte, qui n'avait pas été plus débattu qu'en 2007, en décrets-lois. En tout cas, l'officialisation de la doctrine militaire de « la guerre asymétrique contre l'Empire » a renforcé l'arsenal juridique accompagnant la répression formelle et clandestine de différents types de groupes protestataires : des syndicalistes réclamant le respect du droit de grève et l'autogestion ouvrière dans les entreprises nationalisées en cascade après la réélection triomphale de Chávez en 2006, et dirigées par des hauts-fonctionnaires dits « boli-bourgeois » – télécoms, énergie, sidérurgie, ciment, etc. ; des paysans luttant pour la matérialisation de la réforme agraire de 2001 (l'un des motifs du putsch de 2002), souvent contournée par les *latifundistes* en complicité avec des caciques chavistes locaux ; et des indigènes demandant à être dûment consultés quant à l'implantation de projets « extractivistes » sur leurs terres, ce que prévoit la Constitution bolivarienne de 1999³². Par ailleurs, la possibilité d'une mise sous tutelle fédérale de tout territoire jugé « stratégique » a permis le transfert des ressources et compétences des circonscriptions électorales conquises par la MUD vers des entités parallèles et dites « protectrices » (du « peuple ») : ce fut le cas entre 2008 et 2017 de la principale mairie de Caracas et de l'État central du Miranda, remportés deux fois de suite respectivement par Ledezma et Capriles ; de même que des États du Tachira, Mérida, Nueva Esparta et Anzoátegui fin 2017.

C'est également après la « victoire de merde » au référendum de 2007 que le gouvernement s'est mis à interférer de façon plus routinière et assumée – et effective – dans les institutions judiciaires, tant pour enrayer l'émergence de leaderships alternatifs de part et d'autre, que pour étouffer l'implication de hiérarques boliviens dans divers « scandales ». Si le nombre de procédures initiées était alors sans comparaison avec l'actuel, et quoiqu'on ne saurait préjuger de l'invalidité de chefs d'accusation systématiquement liés à la corruption (nonobstant la violation de règles procédurales élémentaires), le *timing* des cas où le *Comandante* jouait les Procureur général – comme le duo Maduro-Cabello aujourd'hui – est révélateur. Le général Raúl Isaías Baduel, passé de héros du contre-coup militaire-populaire qui a remis Chávez en scelle en 2002 à « traître à la patrie » en tant que promoteur

31. Sur cet après-crise cf. Margarita López Maya, *El ocaso del chavismo: Venezuela 2005-2015*, Caracas, Alfa, 2016.

32. Autant de faits déjà documentés par Rafael Uzcátegui, *Venezuela: révolution ou spectacle ?*, Paris, Spartacus, 2011.

du « non » audit referendum et critique de la « cubanisation » de l'armée, croupit toujours prison – de même que son fils, arrêté avec les étudiants de 2014. Manuel Rosales, ex-gouverneur du Zulia et ex-candidat présidentiel, s'est exilé de 2009 à 2015 après avoir (re)conquis la mairie de Maracaibo, Chávez l'ayant averti en direct la veille du scrutin : « J'ai préparé ta cellule, Rosales ! ». Et Leopoldo López a été frappé d'une première inéligibilité dès qu'il a été pressenti pour se présenter à Caracas en 2008. Aussi, à partir de 2010, la juge María Lourdes Afiuni, pour laquelle Chávez avait réclamé – en direct – « 30 ans de prison » après qu'elle ait libéré (faute de preuves) un entrepreneur accusé de corruption mais qui menaçait de révéler des complicités côté PSUV, a été sujette à un telle série de vexations – dont assure-t-elle, son viol par ses geôliers –, que son cas a été instruit par la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH).

En même temps, à l'aune des « excès » du cas Afiuni – ou du tort causé à l'image de la Révolution, à l'instar d'un Noam Chomsky qui s'en est distancié juste à ce moment là –, l'hyper-présidentialisme bolivarien a longtemps dissimulé le caractère relativement polyarchique et désarticulé des chaînes de commandement subalternes censés veiller à la raison d'État, pour ce type de « dossier » comme pour les autres. Car en matière d'État, on a manifestement affaire à une configuration complexe de réseaux aussi flexibles que ardu à cerner, entremêlant des sphères politique, judiciaire, policière et militaire peu différenciées, ainsi que le monde des affaires licites comme illicites, et notamment du narcotrafic. En l'espèce, le flot d'accusations croisées entre la Procureure générale exilée Ortega – nommée par Chávez, réinvestie grâce à Cabello (contre l'avis du clan Maduro) et destituée via le tout premier vote (unanime) de la Constituante –, qui entasse les dossiers devant la Cour Pénale Internationale, et son remplaçant, l'ex-Défenseur des droits Tarek William Saab, qui assure que Ortega et son mari et député PSUV étaient à la tête d'un vaste réseau d'extorsion, en dit long sur la profondeur de l'ancrage, à l'ombre d'un charisme présidentiel bien trop souvent réduit à sa seule dimension émotionnelle, de ce qui a été baptisé « *el Estado malandro* »³³, ce qu'on pourrait traduire par « l'État [de] bandit[s] ».

Eu égard aux manifestations les plus retentissantes de cet État là, dans le cas des « narco-neveux » de la « Première combattante » Cilia Flores – épouse de Maduro et députée « constituante » (comme leur fils) –, incarcérés à New York depuis 2015, il s'agit vraisemblablement d'amateurs (tels le fils de Chávez, « Huguito »), auxquels l'Administration anti-drogue étasunienne (DEA) a tendu un mauvais piège. Mais il est des cas autrement sérieux : Walid Makled, ex-cacique du commerce portuaire à Puerto Cabello et acquéreur de la (toute) première compagnie aérienne nationale (Aeropostal), détenu pour narcotrafic en Colombie en 2010, et extradé *in extremis* au Venezuela plutôt qu'aux USA, après avoir témoigné qu'il travaillait avec plusieurs généraux et en usant de papiers du TSJ et du SEBIN ; l'ex-procureur militaire et ex-juge (dans le civil) Eladio Aponte, exfiltré par la DEA en 2012 et cité dans le cas Makled ; ou l'ex-militaire et député PSUV Hugo

33. Boris Muñoz, « Ante el desmoronamiento », *Proavinci*, 28/03/2016.

Carvajal, arrêté sur demande de la DEA à Aruba mais aussitôt libéré en sa qualité de Consul sur l'île. Sans oublier les deux *parrains* majeurs allégués : Diosdado Cabello et le vice-président Tarek El Aissami, à en croire respectivement l'ex-assistant militaire du premier (et avant cela de Chávez : Leamsy Salazar), protégé par la DEA depuis 2015, et l'ex-Procureure Ortega³⁴.

Cependant, c'est plus largement la gestion tout aussi délictuelle et radicalement prédatrice du Trésor public qui alimente le cirque judirico-financier au milieu duquel se débat aujourd'hui la fine fleur des « fils de Chávez », pris entre l'enclume du blocage de leurs actifs multimillionnaires au cœur de « l'Empire » (comme de leurs visas), et le marteau d'un possible défaut de paiement des dettes de la République, voire de PDVSA. Tandis que Donald Trump brandit la menace d'un embargo pétrolier, aux purges diligentées par les derniers obligés de Maduro répondent les révélations des hiérarques tombés en disgrâce depuis leur exil doré, tel Rafael Ramírez, l'ex- « tsar » de la PDVSA dite « rouge » après 2003 – et principale pierre d'achoppement de la crise ouverte en 2002 –, accusé d'avoir lavé des milliards de dollars en Andorre. Quoiqu'il en soit, entre l'omniprésent Diosdado Cabello et son frère Jose David – fort de dix ans à la tête du fisc (SENIAT) –, le vice-président El-Aissami et ses prédécesseurs après ou avant Maduro³⁵, ou encore la présidente de la Constituante Delcy Rodriguez et son frère Jorge (chef des tractations PSUV-MUD avortées à Saint-Domingue), on voit mal qui pourrait bien être étranger, par action ou par omission, à ce que la Révolution a transformé en l'un des plus juteux *buisness* au monde : le trafic de devises vendues par l'État à taux préférentiels, au moyen d'importations sur-facturées ou alors carrément « fantômes » de biens de consommation et intermédiaires, ainsi que de matières premières. Un ensemble d'opérations ironiquement menées grâce au contrôle de changes instauré en 2003 pour « lutter contre la fuite de capitaux » au sortir des trois mois de *lockout* pétrolier. Et ce au premier chef par des patrons « patriotes » qui étaient alors venus au secours de la Révolution³⁶, avant de s'étendre à d'autres plus proches de la MUD, toujours avec la complicité du haut-fonctionariat « rouge ». Une hémorragie dont le solde est estimé – pour l'instant – à plus de 500 milliards de pétrodollars³⁷.

34. Une spécialiste recense ces cas : <http://maibortpetit.blogspot.fr/2017/09/los-casos-de-narcotrafico-en-venezuela.html>.

35. Après, Aristobulo Isturiz et l'ex-gendre de Chávez Jorge Arreaza ; avant, José Vicente Rangel et Elias Jaua.

36. Voir notamment Eduardo Ríos Ludena, « Causes structurelles de l'enrichissement personnel au Venezuela : relations institutionnelles et les nouveaux riches de la révolution bolivarienne », *IdeAs* [en ligne], 10, automne 2017 / hiver 2018.

37. Il suffit par exemple d'ajouter aux chiffres du rapport sus-cité de Marea Socialista sur le « pillage » du pays ceux de ce second travail : « Autopsia de un colapso ¿qué pasó con los dólares petroleros de Venezuela ? » *Aporrea*, 13/12/2015.

LES DEUX ÉTATS VÉNÉZUÉLIENS ET LEUR DEVENIR INCERTAIN

À cet égard, vu que seuls les barils exportés au Nord rapportent du *cash* – les créances chinoises et russes étant gagées sur des livraisons de brut en nature –, il est pour le moins suspect que Maduro et ses associés se soient entêtés ces dernières années à payer rubis sur l'ongle les dettes publiques dues à Wall Street, plutôt que de chercher à les restructurer quand il était encore temps ; ce qui aurait toutefois impliqué un audit concerté avec l'Assemblée nationale... Et qu'ils aient recouru pour ce faire à de nouveaux prêts littéralement « odieux »³⁸, qui ont limité d'autant la capacité d'importation de produits vitaux³⁹. Pour le reste, tout en cherchant à rationaliser quelque peu le système de changes, le gouvernement paraît décidé à restreindre l'accès aux autres sources d'enrichissement rapide aux fractions les plus loyales des classes dominantes locales et étrangères, en couplant une nouvelle opération d'enchères sur les bijoux de la Couronne à une – laborieuse – mise au pas des populations vulnérables, ou captives. Las des aménagements instaurés sous Chávez à l'« ouverture pétrolière » des années 1990 – le retour aux standards OPEP en matière d'impôts et de royalties, et la mise en concurrence « multi-polaire » (et pas seulement euro-américaine) des transnationales qui doivent légalement s'associer à l'État –, l'heure est à la « protection de l'investissement » dans l'Arc Minier et la Faille Pétrolifère de l'Orénoque, ainsi qu'à la mise en hypothèque de réserves de brut pour contracter de nouvelles dettes via une pseudo-crypto-monnaie (le Petro). Or, de même que pour les projets de taxation des devises envoyées par les émigrés, de relance des Zones économiques spéciales (sans droit de grève), ou encore d'énormes plans d'agriculture et d'élevage urbains – et scolaires... –, tant que perdure le contrôle des changes et des prix⁴⁰, et qu'avance la dollarisation *de facto* de l'économie, on voit mal ce qui pourrait enrayer la paupérisation et le sauve-qui-peut quasi-généralisés.

Deux séries d'images illustrent assez bien les évolutions croisées des modes de régulation politique et économique au Venezuela sur le quart de siècle écoulé, au cours duquel il a toujours été question de « crise de régime », et au sortir duquel le pluralisme est restreint comme jamais depuis 1958. D'un côté, en 1992, Chávez s'était rendu célèbre à la télévision suite à un putsch militaro-civil soldé par une quarantaine de morts, avant d'être gracié au bout de deux ans ; là où en janvier dernier, l'ex-policier Oscar Pérez et six autres insurgés civils et militaires, qui n'avaient pas fait couler une goutte de sang et négociaient leur reddition depuis leur planque,

38. Cf. Franck Muc : « Meth Finance », *Caracas Chronicles*, 29/5/2017 – entre autres textes sur ce même site.

39. C'est du reste pendant la dernière campagne de Chávez, soit bien avant la chute des cours du brut, que s'est creusé irrémédiablement l'écart entre taux de change officiel et officieux. Et ce, du fait des dépenses publiques *record* décrétées, mais sans doute aussi de la connaissance de son état de santé dans les milieux d'affaires (bien au-delà des *happy few*).

40. Voir notamment l'entretien audio « Manuel Sutherland: control cambiario propició pérdida de \$700 mil millones », *Unión Radio* [en ligne], 5/02/2018.

ont été pilonnés à l'arme lourde et achevés d'une balle dans la tête – là aussi en (quasi-) « direct », mais sur internet⁴¹. De l'autre, au début des années 1990, le conglomerat Polar, producteur de deux emblèmes phares du pays – la farine de maïs et la bière –, incarnait à gauche l'une des plus nettes expressions de « l'oligarchie » – aujourd'hui couramment taxée d'« apatride » ; récemment, son patron Lorenzo Mendoza, poussé par plusieurs « faiseurs d'opinion » à candidater à la présidence en *outsider*, a décliné l'appel, entre menaces sur sa personne et sur son entreprise, l'une des rares qui produit encore quelque chose.

De façon ambivalente, mais non moins séduisante dans les rangs d'une partie de l'intelligentsia de gauche aussi emprunte d'héroïsme qu'historiquement distante des *barrios* populaires – et aussi peu probante aux élections qu'à la guérilla –, la constitution originelle du chavisme visait à conjuguer la re-démocratisation politique et sociale d'un pétro-État bipartite dont le *crash* s'était soldé par le massacre de plus d'un milliers d'émeutiers anti-austérité (la semaine du *Caracazo* de février 1989), d'une part ; et de l'autre les velléités « rédemptrices » et « compassionnelles » de l'armée qui l'avait perpétré – illustrées par les deux putschs frustrés de 1992⁴². Mais cette alchimie n'a pas simplement débouché sur la greffe d'un néo-humanitarisme militaire et philo-cubain sur le présidentielisme hérité de l'Ancien régime. La Révolution, auto-dénommée telle dès le départ, s'est matérialisée, une fois la coalition élue, via une longue crise politique en vertu de laquelle ses élites, apparaissant comme étant dominées aussi bien localement qu'à l'extérieur dans le contexte post-11 Septembre 2001, ont pu bénéficier de lettres de noblesse démocratiques-populaires globales pendant près d'une décennie. Mais avant même que ne se dissipent les mirages pétrolifères du « solde définitif de la dette sociale », de la « souveraineté alimentaire » ou du « développement endogène », et avec eux l'illusion néo-millénariste d'un *revival* de l'État magique, l'État bandit qui gisait en deçà n'en finissait pas de se recomposer. Et il ne resurgit que de plus belle une fois un nouveau double *crash* politico-économique consumé. Or, les « bandes d'hommes armés »⁴³ officielles et officieuses qui le composent sont désormais autrement létales, (matériellement) auto-suffisantes et polyarchiques, tandis que les juges chargés de les blanchir ne répondent plus à deux partis concurrents mais aux seules chefferies politico-militaires boliviariennes, coalisées – à ce stade – derrière leur président. L'autoritarisme *sui generis* qui se dessine dans cette configuration doit dès lors plus que jamais être appréhendé à nouveaux frais, loin des grands récits polarisés – et globalisés – qui en ont longtemps dissimulé les ramifications de part et d'autre.

41. Voir « Los videos que muestran una masacre en El Junquito », *El Estímulo* [en ligne], 15/02/2018.

42. Paula Vásquez Lezama, *Le chavisme. Un militarisme compassionnel*, Paris, MSH, 2014.

43. Friedrich Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Paris, Éditions sociales, 1966 [1884].